

**L'AFRIQUE DES VILLES  
A ENCORE BESOIN  
DE L'AFRIQUE DES CHAMPS  
POUR RÉPONDRE  
AUX DÉFIS DU CONTINENT**

**par Monsieur Bruno Losch**

Économiste au Cirad, UMR ART-Dev, Montpellier

## Sommaire

### INTRODUCTION

#### 1. LES DÉFIS DE LA « RÉVOLUTION STRUCTURELLE AFRICAINE »

- 1.1. UNE TRANSITION ÉCONOMIQUE ENCORE EMBRYONNAIRE
- 1.2. UNE TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ENCORE LOIN D'ÊTRE ACHEVÉE
- 1.3. « L'ÉQUATION AFRICAINE »

#### 2. QUELLES OPTIONS DE TRANSITION POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

- 2.1. LES PRIORITÉS SECTORIELLES
- 2.2. LES PRIORITÉS TERRITORIALES

#### 3. QUELLES OPTIONS POUR LE SECTEUR AGRICOLE ?

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

## Liste des illustrations

### TABLEAU 1

LE POIDS DE L'AGRICULTURE DANS LES ÉCONOMIES AFRICAINES :  
LES PAYS AYANT UNE CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE AU PIB SUPÉRIEURE À 25 %

### GRAPHIQUE 1

AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET PAYS D'ASIE : ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA PART DE L'AGRICULTURE DANS LE PIB

### GRAPHIQUE 2

AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET PAYS D'ASIE : ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA PART DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS LE PIB

### GRAPHIQUE 3

ÉVOLUTION ATTENDUE DE LA POPULATION RURALE PAR GRANDES RÉGIONS DU MONDE JUSQU'EN 2050

### GRAPHIQUE 4

AFRIQUE SUBSAHARIENNE : CROISSANCE DU FLUX D'ACTIFS ENTRANT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL JUSQU'EN 2050

### CARTE 1

LES ÉTATS AFRICAINS REGROUPÉS PAR GRANDES RÉGIONS SELON LE DÉCOUPAGE DES NATIONS UNIES

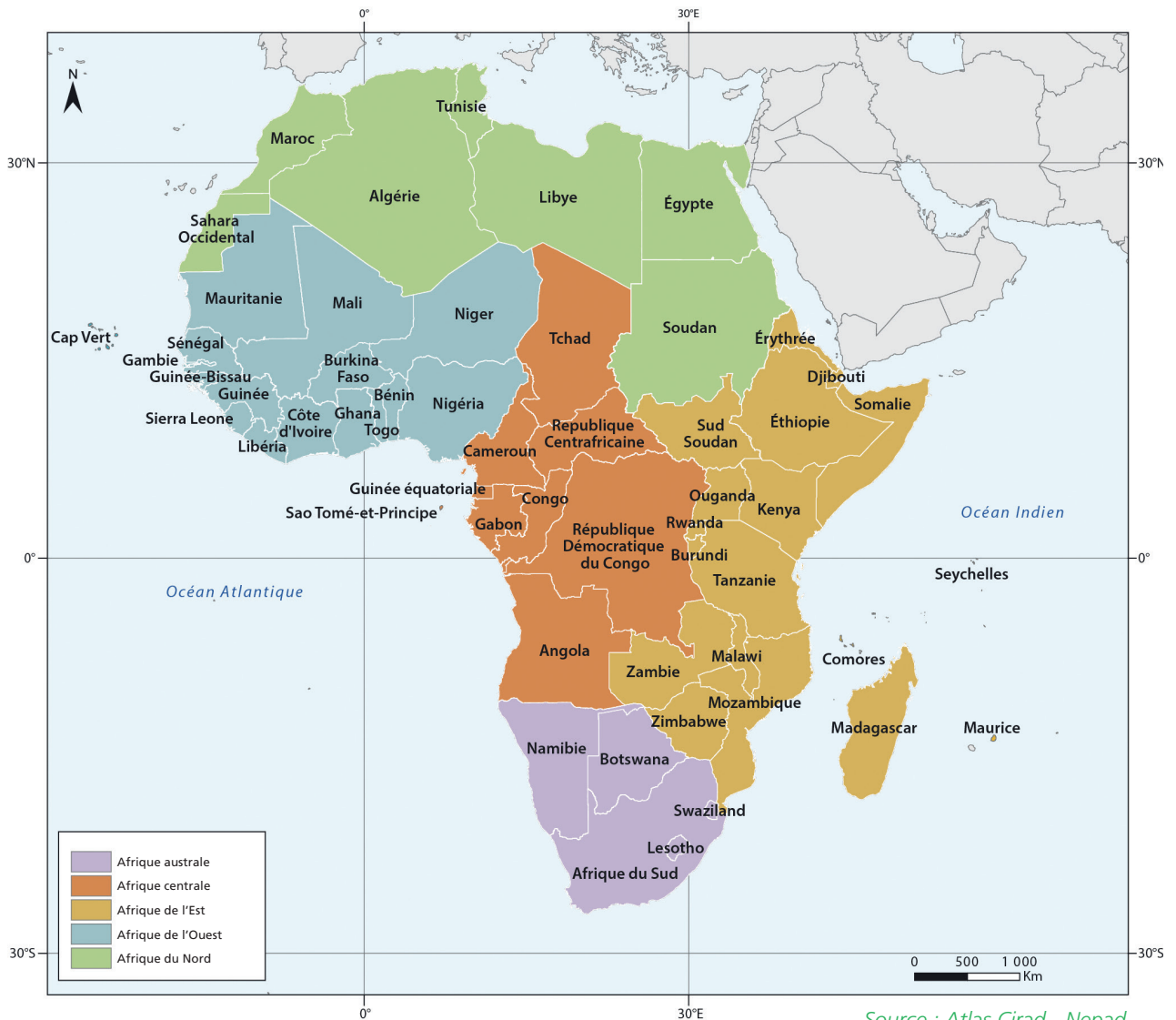
### CARTE 2

DEUX VISIONS DES ASYMÉTRIES AFRICAINES :  
REPRÉSENTATION EN ANAMORPHOSE, DÉCOUPAGE RÉGIONAL DES NATIONS UNIES

### CARTE 3

DANS UNE MAJORITÉ D'ÉTATS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE,  
PLUS DE 50 % DE LA POPULATION ACTIVE TRAVAILLE DANS L'AGRICULTURE

**Carte 1**  
**Les États africains regroupés par grandes régions selon le découpage des Nations unies**



Source : Atlas Cirad - Nepad  
 (Losch, Magrin, Imbernon, dir., 2013), p.12

## INTRODUCTION

À quatorze mois d'intervalle, *The Economist*, hebdomadaire influent du monde économique et financier, a publié deux dossiers spéciaux consacrés, en 2011, à « *L'Afrique qui décolle* » et, en 2013, à « *L'Afrique en devenir* », regrettant d'avoir titré sa couverture en 2000 « *le continent sans espoir* »<sup>1</sup>. Sans occulter les difficultés restant à surmonter, ni les différences entre pays, cette vision optimiste s'appuie sur le taux de croissance soutenu de la région. Après une longue dépression dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, le revenu moyen par tête a progressé de 30 % dans la décennie deux mille. La croissance africaine a résisté à la crise mondiale et de nombreux pays du continent réalisent aujourd'hui entre 5 et 10 % de croissance annuelle. Sur la décennie en cours, l'expansion devrait se poursuivre à + 6 % par an en moyenne pour l'ensemble du continent.

Cette performance est bien sûr due à la hausse du prix des matières premières, mais pas seulement : certains pays, notamment en Afrique de l'Est et australe (Éthiopie, Rwanda, Mozambique), progressent rapidement sans bénéficier de richesses minières ou pétrolières. De plus, la croissance économique s'accompagne d'une amélioration rapide d'autres indicateurs en matière de développement humain (éducation secondaire, espérance de vie) et d'une libéralisation de la vie politique marquée par des élections régulières dans la grande majorité des pays.

Parmi les autres moteurs du changement sont mis en avant la poussée urbaine continue et une population jeune, la montée des classes moyennes et des dépenses de consommation et l'adoption fulgurante de la téléphonie mobile qui s'accompagne, dans certains pays, d'une révolution bancaire : tous les ingrédients d'un « *nouvel eldorado pour les investisseurs* »<sup>2</sup>. Après avoir admiré la croissance des *dragons* et des *tigres* asiatiques, puis des *jaguars* latino-américains, une littérature enthousiaste nous propose maintenant « *les lions en marche* » et vante les mérites d'une « *Afrique émergente* » où « *la pauvreté chute... beaucoup plus vite que vous ne le croyez* »<sup>3</sup>.

Mais l'actualité de l'Afrique subsaharienne renvoie – aussi – des images autrement contrastées. Si de nombreux conflits se sont achevés au cours de la dernière décennie (Liberia, Sierra Leone) ou très récemment (Côte d'Ivoire), la fragilité du Sahel a été révélée par la guerre au Mali et des conflits « *à combustion lente* » se poursuivent en Afrique centrale, en Guinée-Bissau et dans la Corne de l'Afrique. Plusieurs pays, comme Madagascar et le Zimbabwe, sont

dans des impasses politiques qui paralysent tout changement. Même dans les pays à croissance forte, le creusement rapide des inégalités débouche sur des tensions économiques, sociales et politiques. Trente-neuf des quarante-huit pays d'Afrique subsaharienne se trouvent dans les cinquante dernières places du classement 2013 de l'*Indice de développement humain* (IDH) du *Programme des Nations unies pour le développement* (PNUD)<sup>4</sup>. De même, seuls quatre pays sont parmi les quatre-vingts « *où il vaut mieux être né en 2013* » de *The Economist*<sup>5</sup> et, hormis l'Afrique du Sud classée 53<sup>e</sup>, ils sont dans les dernières places.

Les médias internationaux focalisent leur attention sur les villes africaines dont le dynamisme et la modernité porteraient le futur du continent. Les campagnes, au contraire, enracinées dans une agriculture « *traditionnelle* » et peu productive, constitueraient plus une contrainte qu'un atout pour le développement. L'insécurité alimentaire reste en effet forte dans de nombreuses régions, notamment la bande sahélienne, et la pauvreté rurale est généralisée, qu'il s'agisse des revenus ou de l'accès aux services de base. Mais ces « *villes qui bougent* », dont on parle tant, accueillent aussi une majorité de laissés-pour-compte et la croissance urbaine est d'abord une croissance de bidonvilles<sup>6</sup>. De plus, seules les plus grandes métropoles bénéficient de leur rôle d'interface avec le reste du monde, alors que les villes secondaires, qui sont l'armature du développement des territoires, restent largement délaissées par les gouvernements.

C'est cette Afrique aux réalités composites et aux résultats mitigés qui doit faire face à des défis majeurs, dont la combinaison est pourtant unique dans l'histoire. En effet, le sous-continent n'a pas encore fait sa « *révolution structurelle* ». Cinquante ans après les indépendances, son économie reste peu diversifiée et l'agriculture y conserve un rôle majeur. Sa transition démographique est en cours et va se traduire par un boom de la population totale et de la population active en particulier<sup>7</sup>. Comment offrir des emplois en grand nombre et diversifier les secteurs d'activité dans un contexte de mondialisation qui offre, certes, des opportunités de marché, mais impose aussi les contraintes de la concurrence internationale ? Comment gagner en compétitivité, alors que le changement

1 - « *Africa rising* » en couverture du numéro du 3 décembre 2011, puis « *Aspiring Africa* » dans le numéro du 2 mars 2013 et « *The hopeless continent* » en couverture du numéro du 13 mai 2000.

2 - Titre de l'article de J.P. Rémy publié dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

3 - Il s'agit des titres de trois ouvrages publiés en 2010 : « *Lions on the move: the progress and potential of African economies* » de McKinsey, « *Emerging Africa: how 17 countries are leading the way* » de Radelet et « *African poverty is falling... much faster than you think!* » de Sala-i-Martin et Pinkovskiy (Références bibliographiques en fin d'article).

4 - L'*Indice de développement humain* (IDH) combine l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de revenus. Intitulé « *The rise of the South* », le dernier rapport IDH du *Programme des Nations unies pour le développement* (PNUD) pointe le retard de l'Afrique subsaharienne : le premier pays classé est le Gabon qui se trouve à la 106<sup>e</sup> place sur 183 (UNDP, 2013).

5 - « *The where-to-be-born index, 2013* » est un indice composite préparé par *The Economist Intelligence Unit*. L'Angola, le Kenya et le Nigeria se classent respectivement 77<sup>e</sup>, 79<sup>e</sup> et 80<sup>e</sup> (*The Economist*, 2012).

6 - UN-Habitat, 2003 ; Davis, 2006.

7 - Selon la variante moyenne de la dernière projection des Nations unies (*World population prospects, 2010*), c'est-à-dire celle correspondant au scénario le plus optimiste, la population totale d'Afrique subsaharienne augmenterait de 1,1 milliard d'habitants d'ici à 2050. La variante basse est notamment iréaliste (+ 875 millions) et la variante haute, la plus pessimiste, projette une augmentation de 1,35 milliard de personnes. Selon la variante moyenne, le nombre d'actifs s'accroîtrait de 730 millions.

climatique et les tensions sur les ressources naturelles se traduisent par des difficultés supplémentaires ?

L'objectif de cet article introductif au dossier du *Déméter 2014* est de remettre l'Afrique des champs à sa juste place au côté de l'Afrique des villes, mais aussi de dépasser les catégories habituelles du rural et de l'urbain afin de pointer une nouvelle territorialité en émergence. Il vise également à montrer que, contrairement aux idées reçues, le continent a plus que jamais besoin de son agriculture pour dynamiser ses territoires et répondre ainsi à ses défis structurels.

Après une présentation des caractéristiques démographiques et économiques des transitions africaines en cours, l'article discutera les différentes options à même de favoriser le changement structurel, en insistant sur la place spécifique de l'agriculture. Il terminera par un rappel sur l'importance stratégique des modèles de développement agricole inclusifs, privilégiant la grande masse des agriculteurs, et mieux à même de faciliter la transition vers une économie plus diversifiée.

#### ENCADRÉ 1

##### Afrique, Afrique subsaharienne, Afrique du Nord

Sauf mention contraire, le propos de l'article porte en premier lieu sur l'Afrique subsaharienne, soit quarante-huit États : c'est-à-dire l'Afrique moins les pays d'Afrique du Nord, ces derniers ayant connu des trajectoires de développement très différentes, notamment du fait de leur intégration ancienne à l'économie mondiale.

Selon le découpage régional des Nations unies (*carte 1*), l'Afrique du Nord inclut le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte et le Soudan (ainsi que le Sahara occidental, même s'il n'est pas officiellement reconnu).

Le Soudan du Sud est inclus dans l'Afrique subsaharienne. Avant la partition du Soudan en deux pays en 2011, l'ancien Soudan était rattaché à l'Afrique du Nord : pourtant, de nombreuses sources le regroupaient avec l'Afrique subsaharienne, soit une cause récurrente d'écarts statistiques.

## 1. LES DÉFIS DE LA « RÉVOLUTION STRUCTURELLE AFRICAINE »

La question du changement structurel a longtemps été au cœur de l'économie du développement. Dès les années cinquante, au début des décolonisations, développement rimait avec diversification des économies, industrialisation, essor des services et urbanisation, qu'il fallait encourager. Mais cette perspective « *développementaliste* » a été délaissée au tournant des années quatre-vingt, avec la mise en œuvre des politiques dites d'« *ajustement structurel* », où l'adjectif faisait uniquement référence aux objectifs purement budgétaires et financiers du désengagement

des États et de la libéralisation (*cf. Article MM. Ribier et Baris*).

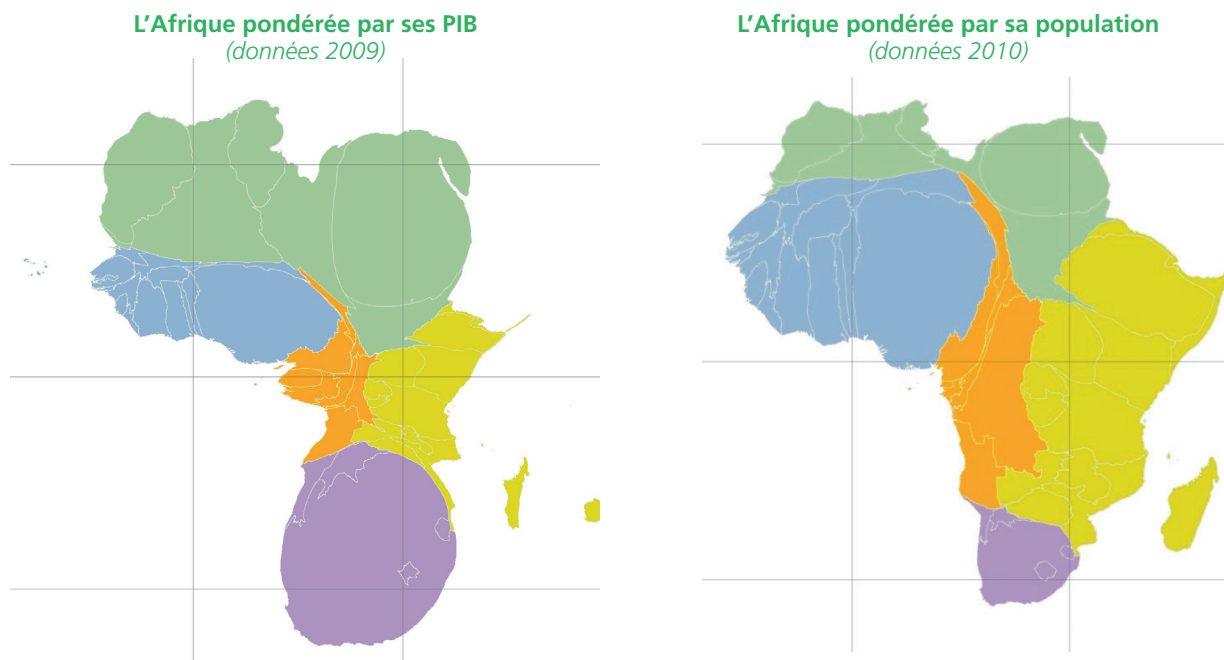
Cette question du changement structurel fait aujourd'hui un retour progressif dans le débat international car les crises récentes ont révélé de nombreuses fragilités systémiques (volatilités des marchés dérégulés, remise en cause de la viabilité du modèle de croissance mondial) à l'origine d'une tension accrue sur l'emploi et la croissance des inégalités – un constat valable aussi bien dans les pays riches que dans les pays dits en développement<sup>8</sup>.

L'économie du développement a été conceptualisée en référence aux processus de transformation structurelle observés historiquement dans les différentes régions du monde et caractérisés par le passage progressif d'économies centrées sur l'agriculture à des configurations plus diversifiées, basées sur l'industrie, puis les services. Cette transition a été facilitée par les progrès techniques (en premier lieu desquels les gains de productivité en agriculture) qui ont permis des transferts progressifs de main-d'œuvre et de capital de l'agriculture vers les autres secteurs d'activités. Elle s'est accompagnée d'une restructuration spatiale graduelle, par laquelle des activités éparses (typiquement, l'agriculture) ont cédé la place à des activités plus concentrées (typiquement, le commerce et l'industrie), avec une migration du travail et de la population des zones rurales vers les villes. Ce processus d'urbanisation croissante et la transformation économique qui l'accompagne ont généralement engendré une augmentation des revenus et des conditions de vie qui, à leur tour et conjugués aux progrès de la médecine, ont amorcé une transition démographique – à savoir la baisse progressive des taux de mortalité, puis de natalité dont l'évolution décalée dans le temps explique la dynamique de croissance de la population.

Ce changement structurel s'est accompli à des rythmes différents, mais il s'est répété dans plusieurs régions. Engagé dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe de l'Ouest avec le binôme révolution agricole – révolution industrielle basé sur les énergies fossiles, il s'est poursuivi dans les nouveaux pays d'origine européenne (en premier lieu desquels les États-Unis), puis d'autres régions d'Europe et enfin, à des degrés divers, dans la majeure partie de l'Amérique latine et de nombreux pays d'Asie. Dans ce processus, toutefois, l'Afrique subsaharienne fait exception. Jusqu'à aujourd'hui, le sous-continent est en effet resté largement agricole, son économie est peu diversifiée, la population reste majoritairement rurale et, si l'urbanisation s'est développée à un rythme soutenu, elle ne s'est pas accompagnée de l'industrialisation constatée ailleurs.

8 - Parmi les travaux récents sur le sujet, citons le rapport 2010 de l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD) intitulé « *Combattre la pauvreté et l'inégalité : changement structurel, politique sociale et conditions politiques* » (UNRISD, 2010).

**Carte 2**  
**Deux visions des asymétries africaines**  
**Représentation en anamorphose, découpage régional des Nations unies**  
 Source : auteur, d'après *World Development Indicators* et *World Population Prospects*  
 Cartographie : Audrey Jolivot, Cirad



*L'utilisation de cartogrammes pour exprimer l'hétérogénéité du continent*

Les deux cartes ci-dessus sont des cartogrammes de surface, où la valeur de superficie des territoires de chaque pays, exprimée en kilomètres carrés, est remplacée par une autre valeur : ici, celle du PIB en dollars (carte « iso-économique ») et celle de la population en nombre d'habitants (carte « iso-démographique »).

La géométrie de l'espace de chaque carte est déformée (anamorphose) en fonction du poids de chaque variable représentée, tout en conservant la forme et la position relative de chaque pays.

Ce type de représentation permet de mettre visuellement en évidence la grande diversité des situations africaines, notamment les écarts importants existants entre régions du continent. La carte iso-économique montre le poids économique de l'Afrique du Sud et de la région Afrique du Nord, en particulier l'Égypte. La carte iso-démographique rappelle l'ampleur du peuplement de plusieurs pays, en premier lieu desquels le Nigeria (158 millions d'habitants), mais aussi l'Éthiopie (83 millions), l'Égypte (81 millions) et la République démocratique du Congo (66 millions). Ces données de population, qui datent de 2010, masquent, elles aussi, des tendances très contrastées : en 2050, le Nigeria aurait 390 millions d'habitants, la République démocratique du Congo 148 millions, l'Éthiopie 145 millions et l'Égypte 123 millions.

### 1.1. Une transition économique encore embryonnaire <sup>9</sup>

L'Afrique subsaharienne a connu des évolutions rapides durant la dernière décennie, avec une croissance économique soutenue. Mais elle reste, avec l'Asie du Sud <sup>10</sup>, la région la plus pauvre du monde. Les « lions d'Afrique » <sup>11</sup> doivent être amputés de 35 % de leur PIB lorsqu'on retranche la région Afrique du Nord et l'Afrique du Sud

représente à elle seule 20 % de la richesse du continent. L'Afrique subsaharienne, hors Afrique du Sud, n'équivaut donc qu'à 45 % du total de la richesse continentale, alors qu'elle comprend 75 % de sa population (Carte 2). Ainsi, le PIB courant annuel par habitant est particulièrement bas. En 2010 :

- ◆ Vingt-sept des quarante-huit États subsahariens se situaient dans le groupe des pays à faible revenu de la Banque mondiale (c'est-à-dire inférieur à 1 025 dollars), dont treize à moins de 500 \$ par habitant et par an.
- ◆ Treize étaient dans le groupe des pays à revenu intermédiaire inférieur (entre 1 025 et 4 035 dollars).
- ◆ Sept dans le groupe à revenu intermédiaire supérieur (entre 4 035 et 12 475 dollars).

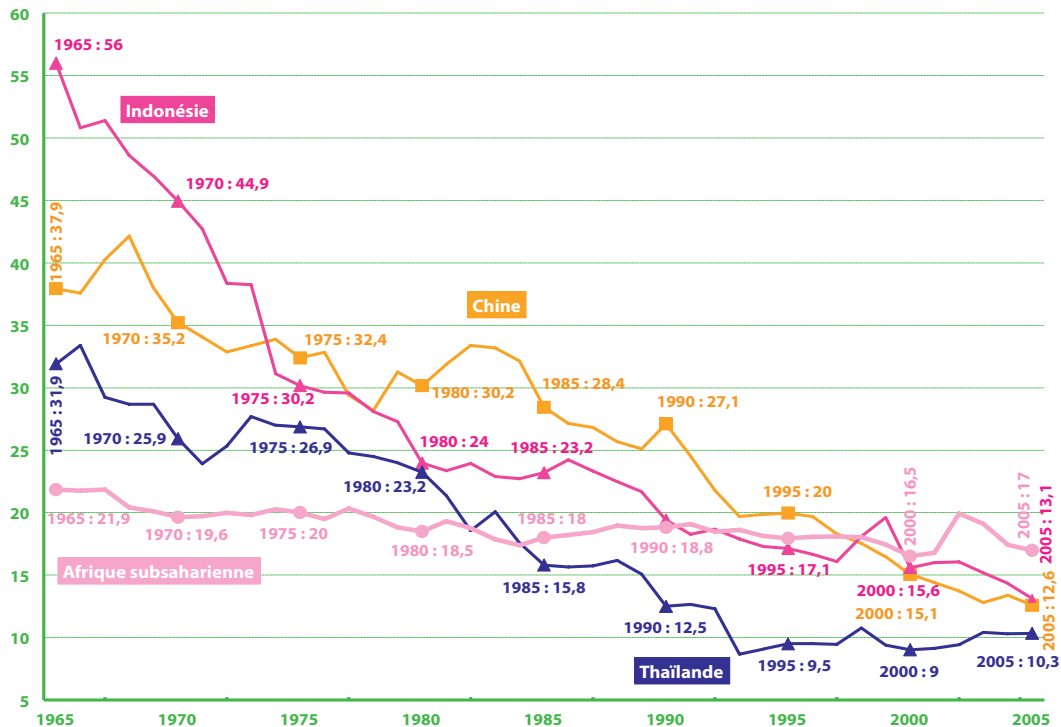
9 - Sauf indications contraires, les données chiffrées présentées dans cette section sont issues des *World Development Indicators* de la Banque mondiale.

10 - Selon les Nations unies, l'Asie du sud comprend l'Afghanistan et l'Iran, ainsi que le sous-continent indien : Pakistan, Inde, Bhoutan, Népal, Bangladesh, Sri Lanka et Maldives.

11 - McKinsey, 2010.

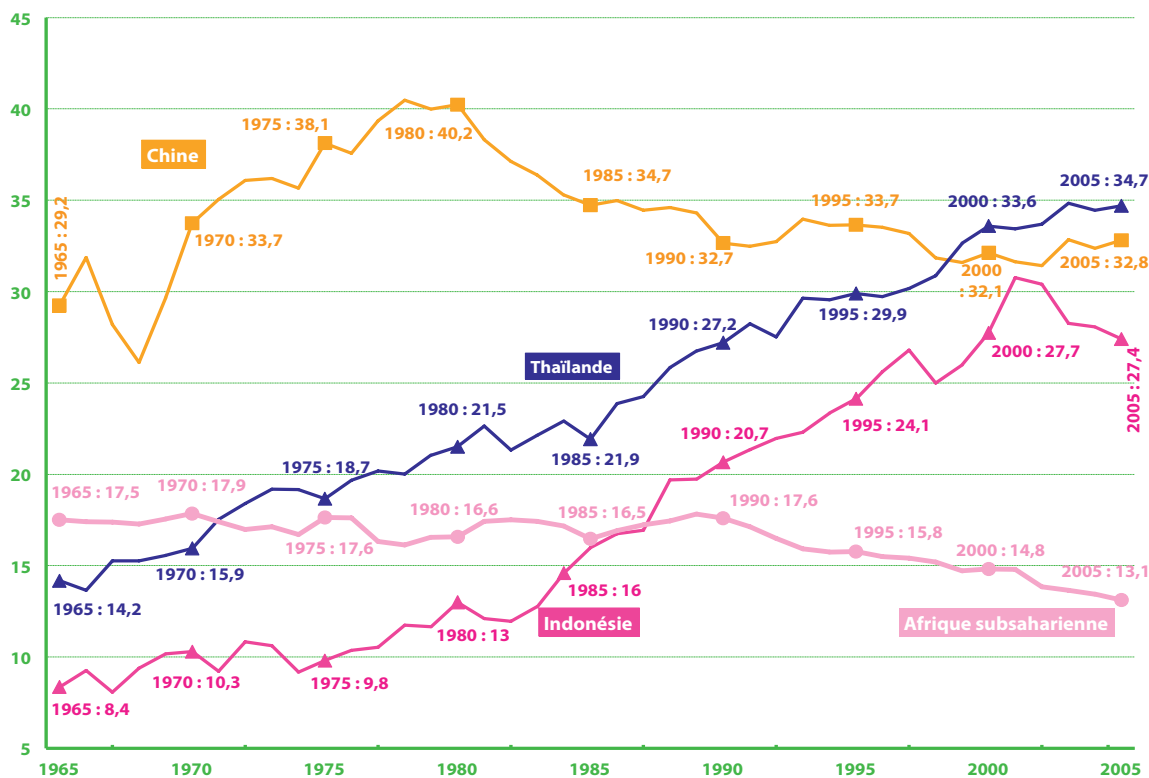
Graphique 1

**Afrique subsaharienne et pays d'Asie : évolution comparée de la part de l'agriculture dans le PIB**  
 (En pourcentage – Source : Losch et al. 2012, d'après World Development Indicators)



Graphique 2

**Afrique subsaharienne et pays d'Asie : évolution comparée de la part du secteur manufacturier dans le PIB**  
 (En pourcentage – Source : Losch et al. 2012)





- ◆ Le boom pétrolier de la Guinée équatoriale l'a propulsée dans la catégorie des pays à haut revenu, avec 20 700 dollars par habitant, un montant équivalent à celui de la Corée du Sud ou du Portugal, mais pour seulement 700 000 habitants.

En termes de grands agrégats économiques, l'Afrique subsaharienne a structurellement peu changé durant les cinquante dernières années. Elle reste durablement marquée par le poids de son secteur primaire et l'exploitation des ressources naturelles du sol et du sous-sol. L'agriculture, les mines et l'énergie représentent plus de 50 % du PIB pour dix-sept pays, entre 40 et 50 % pour neuf pays et entre 30 et 40 % pour neuf pays (*Carte 2*). Le secteur manufacturier est extrêmement limité : dix-huit pays seulement ont une valeur ajoutée industrielle dépassant 10 % du PIB et sept plus de 15 %. Dans cette grande inertie structurelle, seuls les secteurs des services et du BTP – tirés par la croissance urbaine – ont progressé au détriment de la production de biens.

En comparaison, les pays d'Asie – qui avaient le même niveau de richesse relative il y a cinquante ans et pour lesquels le pessimisme était alors de mise (on parlait de « *drame asiatique* »<sup>12</sup>) – ont connu une progression régulière et rapide et ils ont vu la part de leur agriculture diminuer rapidement au profit du secteur manufacturier (*Graphiques 1 et 2*)<sup>13</sup>. Sur la même période, la croissance africaine a été beaucoup plus faible et, surtout, marquée par une grande instabilité<sup>14</sup>. Ce constat pose la question de la durabilité de la croissance observée récemment<sup>15</sup> et caractérisée par la place des matières premières, des secteurs de la construction et des services, ainsi que la faiblesse relative de l'investissement<sup>16</sup>.

Expliquer cette anémie structurelle africaine est bien sûr complexe et renvoie à de nombreux facteurs parmi lesquels :

- ◆ Les modalités d'une insertion tardive du sous-continent dans l'économie mondiale<sup>17</sup>
- ◆ Une tutelle coloniale contraignante qui a perduré jusqu'aux années soixante et même soixante-dix, marquée par un éclatement des territoires qui a été consolidé au moment des indépendances
- ◆ Une urbanisation récente et « *rentière* », basée sur l'administration étatique et les matières premières<sup>18</sup>.

Les configurations étatiques africaines sont jeunes et, pour la grande majorité d'entre elles, sans profondeur

historique et sans épaisseur institutionnelle. Aussi les nouveaux États ont-ils dû consolider leur unité nationale dans un contexte de pression démographique considérable – au prix de nombreux conflits, longtemps attisés par le contexte de la guerre froide – alors qu'ils étaient rattrapés, simultanément, au tournant des années quatre-vingt, par la mondialisation et l'ajustement structurel. Ils avaient alors tout juste vingt ans d'existence et ce télescopage des temporalités ne leur a pas donné le temps d'engager, à l'instar des pays asiatiques et latino-américains, des politiques volontaristes de modernisation, mais aussi de corriger, par l'apprentissage, leur déficit de gouvernance et leurs propres erreurs de gestion.

Si l'agriculture représente toujours le quart du PIB dans plus de la moitié des pays (*Tableau 1*), la place du secteur agricole est renforcée lorsqu'on considère la structure d'activité de la population. Les mines et l'énergie créent très peu d'emplois et l'agriculture reste la principale occupation de la population active : le pourcentage est de 60 % en moyenne régionale. Les 40 % restants sont employés à 35 % dans le secteur informel<sup>19</sup>, principalement urbain et portant essentiellement sur les services et le BTP, et à 5 % dans le secteur formel salarié (industries et services, dont l'administration)<sup>20</sup>. D'importantes différences existent entre les pays, avec notamment une exception sud-africaine liée à l'histoire très particulière du pays : 6,5 % d'actifs agricoles seulement. Mais la majorité des autres États d'Afrique subsaharienne (35 au total) compte plus de 50 % de ses actifs dans l'agriculture (*Carte 3*).

## 1.2. Une transition démographique encore loin d'être achevée

Cette faiblesse de la transformation des économies africaines est confrontée à une réalité démographique à la fois inédite par la durée de sa croissance et atypique par le maintien d'une forte population rurale.

L'Afrique subsaharienne est la dernière région du monde à s'être engagée dans son processus de transition démographique et celui-ci est loin d'être achevé. La croissance de la population a été forte durant les quatre dernières décennies (supérieure à 2,5 % par an) et elle dure plus longtemps que prévu en raison du maintien de taux de fécondité élevés dans de nombreux pays. Cette situation a conduit les Nations unies à réviser à la hausse leurs dernières projections publiées en 2010. Avec pratiquement 2 milliards d'habitants prévus en 2050, la population

12 - Myrdal, 1968.

13 - La plupart des pays latino-américains ont engagé leur transition économique beaucoup plus tôt, avant la Seconde Guerre mondiale, et ne sont pas représentés.

14 - Entre 1960 et 2007, la dynamique de croissance du PIB africain a enregistré un coefficient de variation inter-annuelle de 3,1 contre seulement 0,7 et 1 pour l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud (Arbache & Page, 2007). Cette variabilité est essentiellement liée à l'extraversion des économies africaines (exportations de produits bruts) et à l'instabilité politique qui a caractérisé de nombreux pays.

15 - Devarajan & Fengler, 2013.

16 - Ali & Dadush, 2010.

17 - Grataloup, 2007.

18 - Jedwab, 2012 ; Magrin, 2013.

19 - Il n'existe pas de définition standardisée du secteur informel et la notion même est contestée. Certains font parfois aussi référence au secteur de l'économie populaire. Le secteur informel est généralement défini en opposition à la sphère des entreprises et des activités d'auto-emploi déclarées et enregistrées auprès des administrations fiscales : autrement dit, respectant les règles comptables et les normes économiques et sociales du droit du travail en termes d'embauche, de licenciement, de salaire minimum ou de conditions de travail (Charmes, 2011). Le secteur informel concerne souvent la sphère de l'artisanat et du petit commerce.

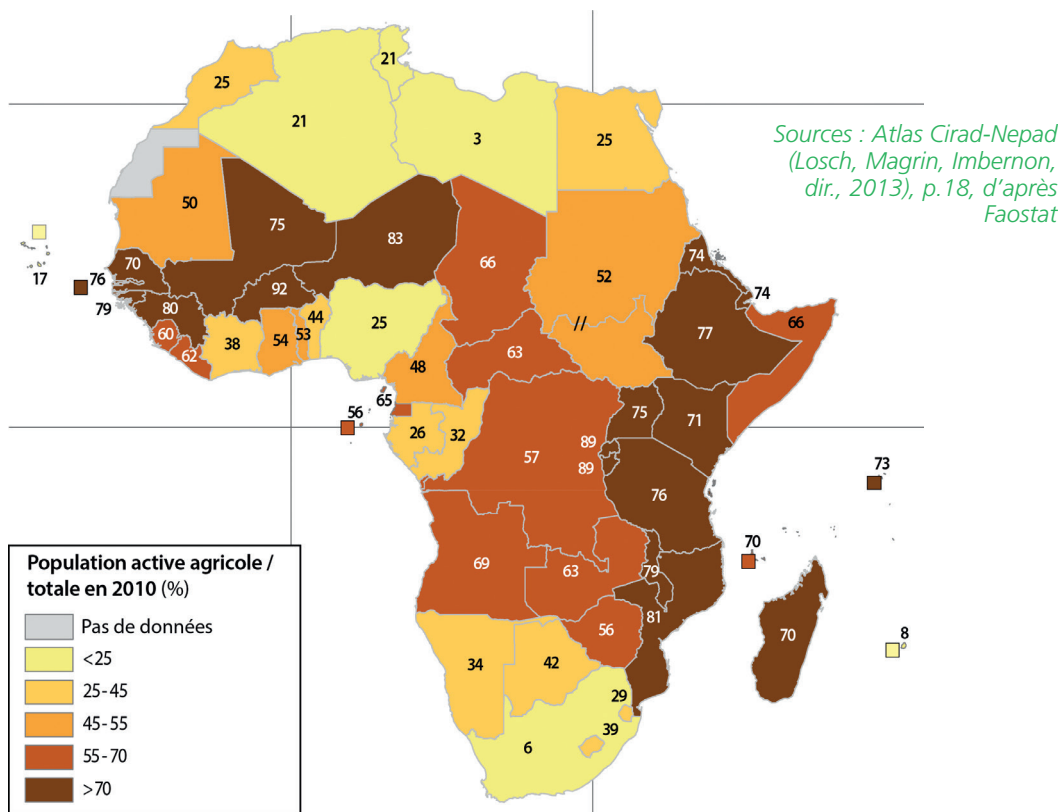
20 - Données FAO (Faostat) pour l'agriculture. Le secteur urbain informel représente de 70 % à 90 % de l'emploi non-agricole total (Jütting & De Laiglesia, 2009).

**Tableau 1**  
**Le poids de l'agriculture dans les économies africaines :**  
**les pays ayant une contribution de l'agriculture au PIB supérieure à 25 %**  
*(par grandes régions africaines et par pays, en moyenne 2005 - 2010)*

Afrique de l'Ouest		Afrique australe		Afrique de l'Est	
Liberia	63,2 %	Namibie	9,6 %	Éthiopie	47,0 %
Guinée-Bissau	57,3 %	Swaziland	8,2 %	Comores	46,7 %
Sierra Leone	50,7 %	Lesotho	8,2 %	Burundi	38,6 %
Niger	39,6 %	Afrique du Sud	2,9 %	Rwanda	35,2 %
Mali	36,7 %	Botswana	2,2 %	Malawi	31,5 %
Togo	35,9 %	<b>0 pays sur 5</b>		Tanzanie	29,8 %
Burkina Faso	33,7 %			Mozambique	29,4 %
Nigeria	32,5 %			Soudan	27,6 %
Bénin	32,2 %			Madagascar	27,1 %
Ghana	32,2 %	<b>Afrique centrale</b>		Kenya	26,2 %
Gambie	25,0 %	Rép. Centrafricaine	54,8 %	Ouganda	24,6 %
Guinée	24,4 %	R.D. Congo	46,6 %	Érythrée	21,5 %
Côte d'Ivoire	23,7 %	Cameroun	19,7 %	Zambie	21,4 %
Mauritanie	22,5 %	Sao Tomé & Príncipe	16,6 %	Zimbabwe	19,5 %
Sénégal	15,8 %	Tchad	12,5 %	Île Maurice	4,6 %
Cap-Vert	8,3 %	Angola	8,5 %	Djibouti	3,6 %
		Gabon	4,7 %	Seychelles	2,1 %
		Congo	4,1 %	Somalie	-
		Guinée équatoriale	2,5 %		
<b>11 pays sur 16</b>		<b>2 pays sur 9</b>		<b>9 pays sur 18</b>	

Sources : World Development Indicators, Banque mondiale

**Carte 3**  
**Dans une majorité d'États d'Afrique subsaharienne,**  
**plus de 50 % de la population active travaille dans l'agriculture**



subsaharienne devrait – sauf crise majeure – augmenter d'1,1 milliard en quarante ans. Et l'augmentation se poursuivra après cette date et même après 2100<sup>21</sup>. L'Afrique subsaharienne dépassera la Chine et comptera deux fois et demi plus d'habitants que l'Europe : soit une inversion des poids relatifs Europe – Afrique en moins d'un siècle. Cette poussée démographique s'accompagnera d'un changement de structure de la population, avec une forte croissance des actifs – donc de la demande d'emplois – et une évolution progressive du taux d'activité qui exprime le rapport entre actifs et inactifs. Ce taux était proche de 1 dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix – soit un inactif à la charge de chaque actif – et cela a constitué un handicap économique majeur pour l'Afrique au plus fort des politiques d'ajustement structurel. À la même période, la Chine avait deux actifs pour un inactif (2,5 aujourd'hui) et c'est une différence radicale en termes de croissance (capacité productive) et d'augmentation du niveau de vie. La progression soutenue du taux d'activité en Afrique subsaharienne va représenter un avantage majeur en termes

21 - À la fin du siècle, l'Amérique du Nord et l'Afrique subsaharienne seront les seules régions du monde où la population croîtra.

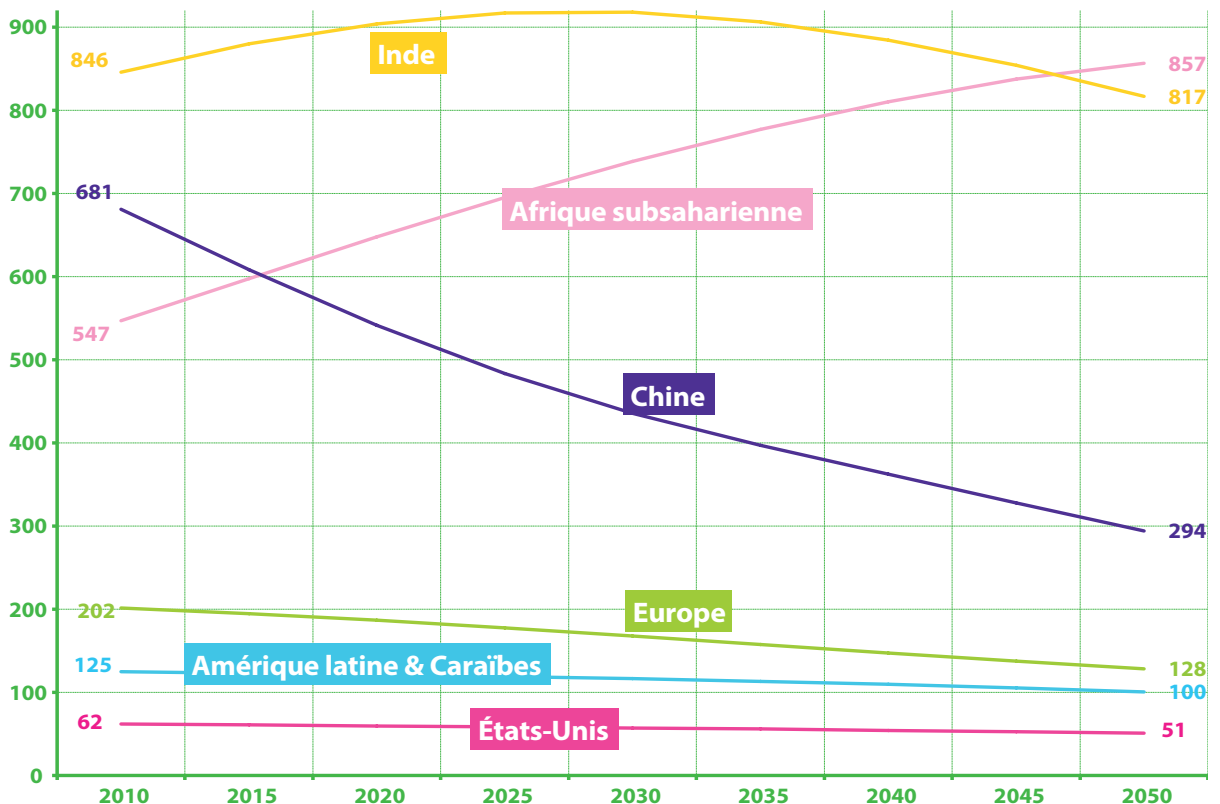
de croissance<sup>22</sup> : le rapport sera de deux actifs pour un inactif après 2050 et, surtout, la région sera la seule au monde où le flux d'actifs continuera de croître après cette date. Mais pour que ce dividende démographique joue pleinement son effet de levier, il devra être combiné avec un environnement économique et institutionnel favorable, ainsi qu'une augmentation de l'investissement productif, de la capacité d'innovation et de la productivité. Sinon, le « *bonus démographique* » (de nombreux bras au travail) pourrait se transformer en « *malus* » (de nombreux bras sans emploi), avec des tensions sociales et politiques majeures<sup>23</sup>.

L'autre caractéristique des changements démographiques africains concerne la répartition spatiale de la population. Le glissement progressif du peuplement mondial vers les

22 - Dans la dynamique des populations, cette configuration (appelée *dividende démographique*) n'apparaît qu'une fois puisqu'ensuite le vieillissement naturel se traduit par une nouvelle hausse de la proportion d'inactifs. La prise en charge d'une population âgée, avec une espérance de vie en progression, pose d'autres problèmes auxquels sont aujourd'hui confrontées l'Europe, mais aussi la Chine.

23 - L'arrivée sur le marché du travail d'une population active formée, dans un contexte défavorable, constitue l'un des facteurs de déclenchement des « *révolutions arabes* » et celles-ci sont suivies avec une grande attention par les responsables politiques d'Afrique subsaharienne.

**Graphique 3**  
Évolution attendue de la population rurale par grandes régions du monde jusqu'en 2050  
(En millions de personnes – Source : Losch, 2012b)



villes est un phénomène majeur et la barre des 50 % d'urbains a été dépassée récemment. L'Afrique subsaharienne n'a pas échappé à ce processus puisque la population des villes a décuplé depuis les indépendances. Mais le sous-continent reste majoritairement rural, à 64 % en 2010, et il le restera jusqu'au milieu des années 2030 dans la mesure où le rythme d'urbanisation s'est ralenti. Surtout, l'Afrique subsaharienne est la seule région du monde, avec l'Asie du Sud, où la population rurale continuera de croître – du fait de la proportion de ruraux et des taux de natalité – et elle est la seule où cette croissance se poursuivra après 2050 (*Graphique 3*)<sup>24</sup>. Avec 310 millions de ruraux supplémentaires à cette date, la population rurale africaine va augmenter de 57 %.

### 1.3. « L'équation africaine »

La population africaine a connu un accroissement considérable depuis plusieurs décennies et les économies du sous-continent ont réussi à absorber cette poussée démographique. Mais le phénomène a laminé les bénéfices d'une croissance économique insuffisante et très volatile : le prix en a été une très faible progression des niveaux de vie et le maintien d'une pauvreté massive. La majorité des pays reste, en valeur moyenne, sous la barre des 2 dollars par jour et par personne.

La transition démographique se traduit par une pression accrue en termes de demandes d'emplois. Aujourd'hui, les cohortes annuelles de jeunes arrivant sur le marché du travail sont de l'ordre de 17 millions pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, la cohorte annuelle correspondant au dixième de la classe d'âge des 15 – 24 ans. Si on délaïse l'horizon 2050 pour lequel les projections sont sujettes à aléas, les effectifs de jeunes entrant sur le marché du travail passeront à environ 25 millions par an en 2025. Ce nombre n'est pas une hypothèse puisqu'à l'horizon de quinze ans, ces nouveaux actifs sont déjà nés. Ainsi, en cumulé, les économies subsahariennes devront accueillir 330 millions de nouveaux actifs dans les quinze prochaines années : soit 100 millions supplémentaires par rapport à la période précédente et un nombre qui correspond à la population actuelle des États-Unis. Considérant les prévisions d'évolution de la répartition du peuplement, les deux tiers de ces nouveaux « entrants » sur le marché du travail seront en zone rurale : 200 millions devront trouver une activité dans les campagnes et 130 millions dans les villes (*Graphique 4*)<sup>25</sup>.

Ces ordres de grandeur permettent de poser les termes de l'équation africaine : avec leur structure économique peu diversifiée, où le poids des activités primaires et notam-

ment agricoles reste dominant, où la faiblesse de l'industrialisation ne permet pas d'offrir aujourd'hui d'emplois de masse, comment les économies du sous-continent pourront-elles absorber ces actifs supplémentaires ? Quels sont les secteurs d'absorption possibles et réalistes ?

Recourir aux leçons des transitions passées est instructif, mais permet surtout de révéler des différences mettant en lumière la difficulté de la transformation structurelle dans une économie mondiale ouverte. Le « moment » des transitions est important et, si les grandes régions du monde ont largement engagé leur changement structurel en suivant certaines caractéristiques des transitions européennes, les possibilités de reproduction du schéma sont aujourd'hui questionnées. L'Europe a en effet pleinement bénéficié de sa situation hégémonique pour consolider sa transformation (marchés captifs avec concurrence réduite, possibilité de migrations de grande ampleur vers les « nouveaux mondes », même si cela n'a pas empêché deux guerres mondiales). L'Amérique latine et l'Asie ont, avec de nombreuses variations, engagé leur évolution dans un contexte marqué par une forte intervention de l'État, celle-ci se caractérisant par la substitution des importations, la protection des industries naissantes<sup>26</sup> et un appui important à la modernisation de l'agriculture<sup>27</sup>. Cette période, engagée durant l'entre-deux-guerres en contrecoup de la Première Guerre mondiale et de la crise de 1929, s'est poursuivie jusqu'à la fin des années soixante-dix qui ont marqué le tournant vers la libéralisation, le désengagement de l'État et l'entrée dans la mondialisation.

Aujourd'hui, le nouveau contexte de mondialisation offre évidemment de nombreuses opportunités, en termes d'accès aux marchés, aux pays – en premier lieu desquels l'Afrique subsaharienne – où le changement structurel n'a été engagé que très partiellement. Ces pays bénéficient aussi des acquis passés en termes de connaissances et des progrès techniques dont les pays précurseurs ne disposaient pas. Mais ils doivent également faire face à d'importantes asymétries de productivité et de compétitivité dans leur concurrence avec les entreprises étrangères (en particulier, des grands pays émergents), à la fois sur le marché international et sur leurs propres marchés intérieurs via les importations.

L'écart de productivité moyen de l'Afrique subsaharienne est de 1 à 5 avec les autres pays en développement et de 1 à 100 avec les pays de l'OCDE<sup>28</sup>. Cette asymétrie affecte la dimension locale de la transformation structurelle puisque la concurrence affaiblit les liens locaux entre l'agriculture, l'industrie et l'urbanisation qui ont puissamment contribué aux transitions économiques passées<sup>29</sup>. Les importations ont, par exemple, modifié les modes d'urbanisation et les villes (surtout les métropoles) ont souvent

24 - Selon la dernière révision des *World Urbanization Prospects* (2011).

25 - Il s'agit du flux des actifs entrant sur le marché du travail, qui est différent de la variation du stock d'actifs (c'est-à-dire l'évolution de la population active). Celle-ci est mal connue dans la mesure où la limite statistique des 64 ans (sont considérés comme actifs les 15 – 64 ans) est déconnectée des réalités économiques d'Afrique subsaharienne. L'approche en flux permet d'estimer la pression en termes de demandes d'emplois.

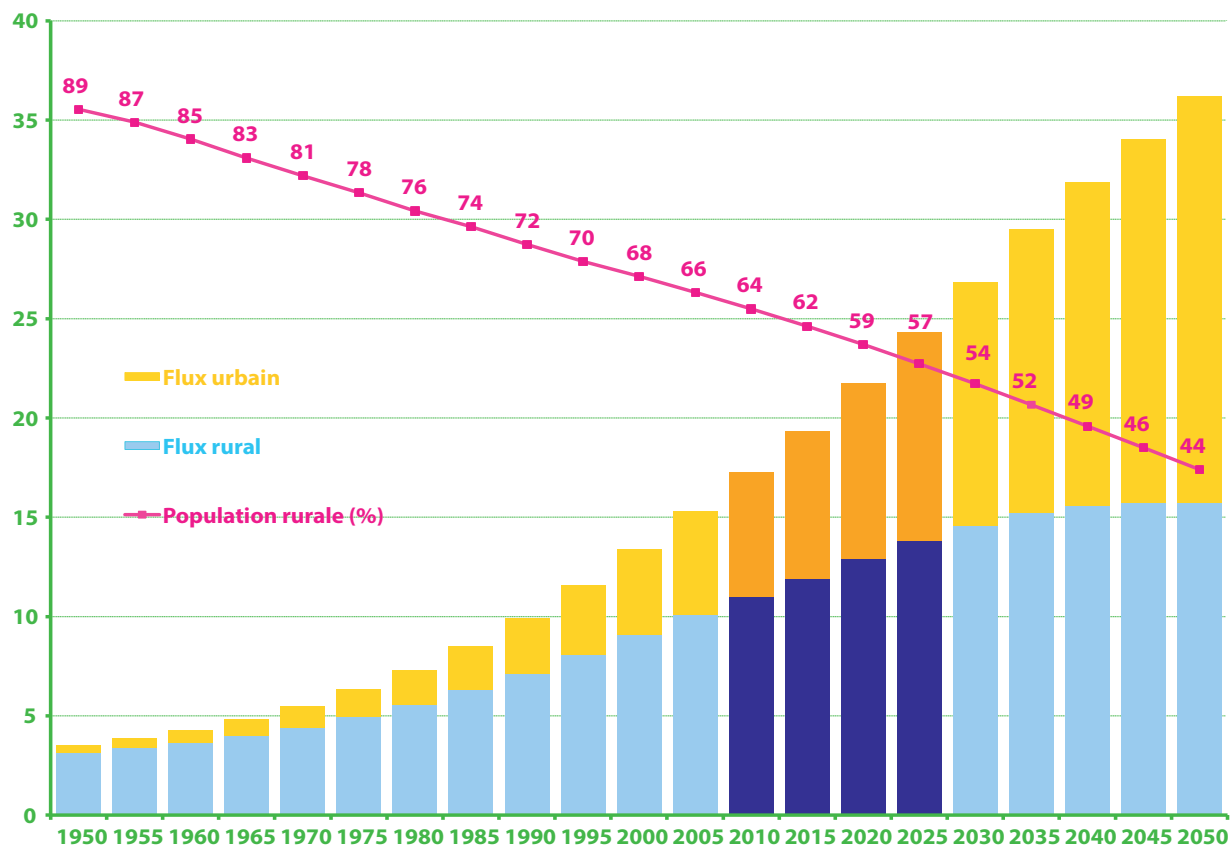
26 - Evans, 1995, Amsden, 2001.

27 - Djurfeldt et al., 2005.

28 - La valeur ajoutée moyenne par travailleur est de l'ordre de 500 dollars pour l'Afrique subsaharienne, 2 500 dollars pour les autres pays en développement et 50 000 dollars pour les pays de l'OCDE (UNCTAD, 2006).

29 - UNRISD, 2010.

**Graphique 4**  
**Afrique subsaharienne : croissance du flux d'actifs entrant sur le marché du travail jusqu'en 2050**  
 (En millions d'actifs – Source : Losch, 2012a)



recours aux importations plutôt qu'aux ressources des économies locales. Les marchés alimentaires africains ont relativement bien résisté à la concurrence extérieure, mais les activités de transformation sont souvent fragilisées et cela contribue au poids du secteur informel et limite les possibilités d'emploi. Simultanément, la libéralisation a profondément contraint les possibilités d'accompagnement des États qui avaient joué un rôle déterminant dans les transitions passées<sup>30</sup>.

## 2. QUELLES OPTIONS DE TRANSITION POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Dans cette situation marquée par la structure économique et démographique des économies du sous-continent et ses écarts avec le reste du monde, quels sont les choix de stratégies de développement à même de faciliter la transformation structurelle et d'accélérer la transition ?

Ce questionnement est central pour les gouvernements africains et définir des priorités d'action adaptées aux

enjeux s'avère crucial, d'autant qu'ils sont confrontés à des urgences multiples (éducation, santé, infrastructures, renforcement institutionnel), avec une fréquente insuffisance de moyens. Le contexte général est en effet souvent marqué par la faiblesse des ressources (compétences et capitaux), mais aussi, parfois, par les défaillances de gestion liées aux pratiques rentières, notamment lorsque les dotations en facteurs sont favorables (pays miniers ou pétroliers).

Le débat sur les priorités d'action est aujourd'hui plus tranché que jamais, avec des points de vue extrêmement contrastés entre les tenants de l'industrialisation et du renforcement des dynamiques urbaines et les tenants de « l'agriculture d'abord ». De plus, il est brouillé par les agences d'aide qui adoptent elles-mêmes des positions contradictoires : la Banque mondiale a ainsi développé en 2007 un argumentaire étoffé sur le rôle central de l'agriculture pour le développement. Elle a été immédiatement suivie par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi ou Unido en anglais) qui prônait, au contraire, l'industrialisation comme moteur principal de croissance et

30 - Chang, 2002.

de changement. Puis, dès 2008, la Banque mondiale faisait l'apologie des processus d'agglomération et de la densité économique véhiculée par l'urbanisation<sup>31</sup>.

## 2.1. Les priorités sectorielles<sup>32</sup>

Pour les « *industrialistes* », seul le développement manufacturier peut répondre à l'ampleur des défis africains : la productivité agricole est trop faible et les progrès attendus beaucoup trop lents pour permettre une sortie rapide de la pauvreté. La solution d'avenir pour les pauvres ruraux se trouverait dans les villes<sup>33</sup>.

Leurs arguments renvoient au changement de contexte économique international qui offrirait des opportunités nouvelles en termes d'industrialisation : l'amélioration du climat des affaires observée dans de nombreux pays, la hausse progressive des coûts industriels en Asie due à l'augmentation des salaires (particulièrement en Chine) et les perspectives offertes par la fabrication de certains segments de produits industriels plutôt que par la fabrication de produits finis<sup>34</sup>. Ce nouveau type d'industrialisation – ou *light manufacturing*<sup>35</sup> – est permis par la mondialisation qui a renforcé l'internationalisation des chaînes de production dans le cadre des échanges intra-firmes, l'externalisation et la sous-traitance délocalisée. Il est plus accessible aux pays les moins avancés dans la mesure où il requiert moins de capital et de compétences techniques et managériales et reste gérable dans un environnement économique et institutionnel plus fragile. Cette approche va même jusqu'à inclure le secteur des services, en considérant les potentialités offertes par les nouvelles technologies de l'informatique et de la communication qui permettent de démultiplier les possibilités d'externalisation. Ces axes de diversification sont indéniables et les opportunités doivent être saisies. La nouvelle géographie en émergence de la population active mondiale donnera à l'Afrique un avantage déterminant<sup>36</sup>. L'augmentation des coûts de production de ces principaux concurrents du monde en développement renforcera progressivement sa compétitivité. Et imaginer une future Afrique « *usine du monde* », qui prendrait le relais de la Chine, n'est pas irréaliste. Quelle que soit l'origine des capitaux, un tel réservoir de main-d'œuvre attirera à terme les investisseurs.

Mais il convient de prendre en compte la situation structurelle actuelle et le pas de temps nécessaire pour un développement industriel véritable. Il n'y a pas eu d'industrialisation significative en Afrique subsaharienne durant les cinquante dernières années, en dépit du formidable processus d'urba-

nisation<sup>37</sup>. Et de nouveaux avantages comparatifs sur les coûts – qui ne seront que très progressifs – ne sont pas suffisants<sup>38</sup>. De lourds investissements seront nécessaires en termes d'infrastructures, de formation et d'accompagnement des entreprises. Il sera difficile de créer des millions de postes industriels par an dans un horizon proche, à la mesure de la demande d'emplois du sous-continent<sup>39</sup>.

Ce constat milite pour donner la priorité à l'accompagnement des activités existantes, qui sont très majoritairement celles de l'informel urbain et de l'informel rural : consolidation des structures de production, modernisation de l'outil productif, densification et renforcement des liaisons intersectorielles et entre villes et campagnes.

Concernant l'informel urbain, il existe une certaine inflexion du regard porté par les décideurs : il se traduit par une considération accrue pour son potentiel de modernisation<sup>40</sup>. Il est vrai qu'il existe un informel de type « *tampon* », à très faible productivité, qui absorbe le surplus de main-d'œuvre, notamment celui issu de l'exode rural produit par les actifs sortant du secteur agricole<sup>41</sup>. Mais il existe aussi un secteur informel disposant d'un fort potentiel de modernisation, basé sur des outils de production significatifs, des compétences et de fortes dynamiques d'innovation<sup>42</sup>. Ce secteur est le principal pourvoyeur d'emploi urbain et il doit être appuyé.

Concernant l'informel rural, qui regroupe la majorité de la population active d'Afrique subsaharienne, le rôle du secteur agricole reste central et déterminant, à la fois pour absorber une main-d'œuvre rurale toujours plus nombreuse – au risque de rendre encore plus difficile les ajustements urbains par un exode accru – et pour accélérer le processus de diversification économique.

On rejoint ici le second camp du débat concernant les priorités d'action représenté par les « *pro-agriculture* ». Le premier argument est « *l'arithmétique de base* » des grands nombres<sup>43</sup> : la population rurale est toujours largement prédominante et elle va le rester durant encore deux à trois décennies et la grande majorité des ruraux est engagée dans l'agriculture. Par conséquent, c'est bien le développement du secteur, ainsi que l'augmentation

37 - Cette poussée urbaine offrait pourtant tous les avantages économiques de la densité vantés par le *Rapport 2009 sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale (RDM 2009).

38 - Si les dynamiques économiques et sociales chinoises se traduisent par une hausse rapide du niveau de vie et des coûts de production, il faut rappeler l'importance, la diversité et la compétitivité des autres économies émergentes, mais aussi souligner que la compétitivité ne se réduit pas aux coûts et inclut la qualité des produits et la capacité de production (volume de l'offre).

39 - À cet égard, l'exemple chinois est intéressant, malgré des différences importantes de contexte. En effet, la Chine a initié dans les années soixante une politique dite des « *entreprises de bourgs et villages* » et celles-ci ont constitué le fer de lance de l'industrialisation rurale, destinée à gérer le surplus de force de travail et à limiter l'exode vers les villes (Vendryes, 2012). Cette politique s'est développée jusqu'aux années quatre-vingt-dix grâce à de forts soutiens et protections : le secteur a atteint un maximum de 135 millions d'emplois en 1996. Depuis, son développement a cessé en raison de conditions de concurrence accrues. Ces ordres de grandeur sont utiles à l'aune des défis africains.

40 - Fox & Sekkel Gaal, 2008 ; Beaujeu et al., 2011.

41 - Il correspond aux multiples « *petits boulots* » et les revenus peuvent parfois y être plus faibles qu'en zone rurale.

42 - Ranis & Stewart, 1999.

43 - Headey et al., 2010.

31 - Il s'agit respectivement du *Rapport sur le développement dans le monde* (RDM) datant de 2008, du *Rapport sur le développement industriel 2009* et du RDM 2009 (World Bank, 2007 et 2008 ; UNIDO, 2008).

32 - Losch, 2013.

33 - Plusieurs textes de Paul Collier illustrent cette vision (Collier 2008, 2009).

34 - UNIDO, 2008.

35 - Dinh et al., 2012.

36 - La croissance de la population active d'ici à 2050 aura principalement lieu en Afrique subsaharienne (53 % du total mondial), alors que le nombre d'actifs diminuera en Chine et en Europe (Losch, 2012b).

des revenus agricoles qui vont permettre d'augmenter la demande rurale et de renforcer les dynamiques de diversification nécessaires au changement structurel. Ce rôle d'entraînement du secteur agricole et ses effets de liaison intersectoriels font partie des fondamentaux de la littérature sur le développement économique<sup>44</sup> et sur le développement de l'Afrique en particulier<sup>45</sup>.

Il est renforcé par la contribution essentielle de l'agriculture à la réduction de la pauvreté rurale. L'Afrique subsaharienne compte les deux tiers des populations pauvres rurales du monde. Les populations rurales y sont très largement engagées dans l'agriculture et l'amélioration des performances agricoles s'avère primordiale pour améliorer les revenus, comme l'ont montré les progrès rapides réalisés en Asie de l'Est et du Sud-Est<sup>46</sup>. Plusieurs travaux récents ont confirmé le potentiel comparé de la croissance agricole en regard du développement urbain : à partir de modèles de croissance appliqués à l'Éthiopie et l'Ouganda, des chercheurs<sup>47</sup> ont montré que, si les villes restaient la source incontestable de croissance et de transformation structurelle sur le long terme, les activités agricoles étaient, elles, susceptibles d'avoir l'impact le plus rapide sur la réduction de la pauvreté.

Ces constats sur la place stratégique de l'agriculture sont confirmés par de nombreuses enquêtes récentes. Mais ils ne signifient pas que l'agriculture soit la seule activité des campagnes. Bien au contraire, les ménages ruraux sont de plus en plus diversifiés et cette diversification est la norme depuis déjà longtemps<sup>48</sup>. Cependant, alors que ces activités non agricoles peinent à déboucher sur des revenus significatifs, l'agriculture conserve toujours une place déterminante dans les activités des ménages (voir l'article de C. Ba et I. Hathie)<sup>49</sup>.

## 2.2. Les priorités territoriales

Cette question de la diversification des activités en milieu rural permet d'aborder une dimension encore trop peu explorée du débat et qui, de plus, est occultée par la méconnaissance des processus de changement en cours, renforcée par l'ampleur des biais statistiques.

L'Afrique des campagnes a profondément changé durant les dernières décennies en raison de la croissance démographique et de la densification du peuplement, ainsi que de l'expansion urbaine qui s'est produite non seulement dans sa composante démographique, mais aussi dans sa composante spatiale. L'extension des villes et l'émergence

de nouvelles agglomérations urbaines via le développement progressif des bourgs ruraux ont considérablement modifié l'armature urbaine dans plusieurs régions du sous-continent. Les résultats de l'étude Africapolis<sup>50</sup> ont clairement mis en évidence cette dynamique de peuplement qui fait apparaître une grande mégapole dans le golfe de Guinée, centrée sur le Nigeria (le pays le plus peuplé), prolongée le long de la côte ouest-africaine, avec d'importants noyaux de peuplement dans la bande soudanienne, mais aussi dans le corridor Nairobi – Kampala, la partie nord de la région des grands lacs, les hautes terres éthiopiennes et, bien sûr, la conurbation sud-africaine. Dans ces régions, la grande majorité des populations rurales vivent à moins de 50 km d'une ville d'au moins 50 000 habitants. Il est évident que, dans ce type de configuration où les infrastructures de transport facilitent la mobilité, les ressorts du dynamisme économique et les opportunités de diversification sont sans commune mesure avec l'Afrique des villages situés dans les zones plus reculées. Or, les recompositions liées à cette « nouvelle ruralité émergente »<sup>51</sup> sont totalement « transparentes » dans les systèmes statistiques officiels. Ceux-ci proposent des définitions de populations et de territoires, urbains et ruraux, calées sur des critères totalement hétérogènes, variant d'un pays à l'autre. De plus, ils sont basés soit sur un niveau de peuplement, soit sur un statut administratif ou, par exemple, sur l'importance de l'activité agricole. Les catégories urbaine et rurale n'offrent donc qu'une idée imprécise – et fautive – de la réalité, et les projections démographiques à vingt, trente ou quarante ans sont encore plus aléatoires. Comme l'a montré le *Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest*<sup>52</sup> à propos de la partie occidentale du sous-continent – une région qui a connu des recompositions majeures – cette cécité statistique crée une division arbitraire du réel<sup>53</sup>.

Au-delà de ces difficultés d'analyse, une autre réalité observée est celle de la permanence de la pauvreté rurale, y compris dans les zones insérées dans un maillage urbain à forte densité<sup>54</sup>. Ce constat pose la question de la qualité de l'urbanisation – à savoir les types d'infrastructures et de services déterminant les fonctions urbaines – sans laquelle les villes ne peuvent pas jouer véritablement leur rôle d'entraînement et de catalyseur à partir des revenus générés par la base agricole. La faiblesse des fonctions urbaines des villes secondaires apparaît comme une caractéristique fréquente de nombreuses situations africaines : les attributs urbains tendent à n'exister que dans les métropoles qui sont souvent les villes-capitales. Les travaux récents sur

44 - Johnston & Mellor, 1961 ; Johnston & Kilby, 1975.

45 - Delgado et al., 1998 ; Diao et al., 2007.

46 - World Bank, 2007.

47 - Dorosh & Thurlow, 2012.

48 - Bryceson, 1999 ; Barrett & Reardon, 2000 ; Hagblade et al., 2007.

49 - Dans le cadre du programme RuralStruc, plus de 5 000 enquêtes ont été réalisées auprès de ménages dans des situations régionales très différentes : quinze régions du Sénégal, du Mali, du Kenya et de Madagascar. Elles ont montré que les ménages ruraux étaient engagés à plus de 95 % dans une activité agricole, mais que la diversification était aussi la règle, sans pour autant offrir des niveaux de revenu importants (Losch et al., 2012).

50 - Denis & Moriconi-Ebrard, 2012. L'étude Africapolis a permis de mettre à jour les connaissances sur l'urbanisation en Afrique de l'Ouest (La synthèse des résultats et le rapport complets sont téléchargeables sur le site de l'A.F.D. : <http://www.afd.fr/home/publications/travaux-de-recherche/archives-anciennes-collections/NotesetEtudes/Africapolis>).

51 - Losch et al., 2013.

52 - Le *Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest* est un groupe d'organisations régionales, de pays et d'organisations internationales travaillant ensemble au développement et à l'intégration de la région ouest-africaine. Il est membre du pôle de développement de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/csao/>).

53 - OCDE, 2013.

54 - Losch et al., 2012.

le lien entre type d'urbanisation, pauvreté et inégalités ont mis en évidence l'importance de l'urbanisation intermédiaire<sup>55</sup> et des fonctions économiques qu'elle assure<sup>56</sup>. La migration vers les grandes métropoles se traduit le plus souvent par une rupture avec les régions d'origine des migrants, sans que les opportunités d'emploi soient pour autant à la hauteur des flux : d'où des situations de pauvreté accrue. Le développement du tissu urbain secondaire est, au contraire, beaucoup plus inclusif, dans la mesure où il assure une plus grande proximité des modes de vie, une fluidité des relations entre villes et campagnes et où il favorise le processus de diversification économique, tout en limitant les surcoûts de la métropolisation<sup>57</sup>.

Ainsi, parallèlement à un défi de reconceptualisation des espaces africains nécessaire à l'identification des dynamiques territoriales pertinentes, et des recompositions sectorielles et intersectorielles en cours, il existe un enjeu de renforcement des fonctions des villes secondaires. Ce renforcement est nécessaire au développement des effets de liaison entre activités agricoles et non-agricoles et à la croissance économique régionale. C'est dans cette articulation renforcée des territoires que devrait s'effectuer la prochaine étape de la transition africaine.

### 3. QUELLES OPTIONS POUR LE SECTEUR AGRICOLE ?

Il ne s'agit pas, dans cette dernière partie de l'article, de présenter une revue détaillée des options de consolidation du secteur agricole pour l'Afrique subsaharienne puisqu'elles sont largement développées dans le reste du dossier. L'objectif est plutôt de proposer des orientations en matière de modèles de développement.

Le constat de départ est la faible performance des systèmes productifs africains. L'agriculture du sous-continent n'a été que partiellement en mesure d'accompagner la croissance démographique et l'expansion urbaine. Le sous-continent a évité de sombrer dans la dépendance des importations alimentaires – comme l'Afrique du Nord – et ses villes s'approvisionnent d'abord localement ou régionalement<sup>58</sup>, hormis pour le riz et bien sûr le blé (Cf. *les articles de N. Bricas + F. Lançon dans ce dossier*). Néanmoins, le solde du commerce extérieur en produits alimentaires s'est, malgré tout, progressivement dégradé.

Cette résistance est une semi-réussite. Mais elle s'est accompagnée d'un décrochage général des productivités (des terres et du travail) par rapport à celles des autres régions du monde et leur évolution n'a pas suivi celle de la croissance démographique<sup>59</sup>. Elle explique la stagnation des revenus agricoles par actif et pose la question de la réponse à une poussée démographique qui va se pour-

suivre durablement. Elle interpelle aussi sur la capacité des agricultures africaines à accueillir une croissance forte des actifs. Ceux-ci devront parvenir à s'insérer dans les territoires ruraux et les systèmes agraires, soit par des gains de productivité, soit par l'extension des surfaces agricoles. La contrepartie de la faible performance passée est cependant l'importance des marges de progrès. Le paquet technique de la révolution verte a été très faiblement mobilisé et les surfaces irriguées se situent à un niveau particulièrement bas. Le stock de ressources en terres disponibles est a priori conséquent, même si la prévision bute sur la faiblesse dramatique des informations disponibles. Pourtant, des chercheurs<sup>60</sup> soulignent la baisse de la superficie moyenne cultivée par actif. Elle est passée de 1,6 à 1 hectare sur la période 1961 – 2003 et cela pose la question des conditions d'accessibilité à la fois physique et « juridique » (droits d'accès) plutôt que celle du seul stock foncier disponible<sup>61</sup>.

L'évolution des systèmes techniques et l'accroissement des terres agricoles impliqueront des efforts financiers lourds et durables en matière d'infrastructures, de recherche, de formation et d'appuis aux producteurs, tant de la part des

60 - Benoit-Cattin & Dorin, 2012.

61 - Magrin et Losch, 2013.

#### ENCADRÉ 2

##### Agriculture familiale et agriculture d'entreprise

L'agriculture familiale (ou *family farming* ou *family agriculture*) ne se définit pas par rapport à la taille de l'unité de production (« *petit* » producteur ou *small scale farmer* versus *large scale farmer*) ou par rapport aux finalités de l'activité (*subsistence farmer* versus *commercial farmer*). Elle désigne l'une des formes d'organisation de la production agricole, regroupant des exploitations caractérisées par des liens organiques entre la famille et l'unité de production et par la mobilisation du travail familial excluant le salariat permanent.

Elle se différencie ainsi de l'agriculture d'entreprise (*corporate agriculture*), basée sur une différenciation entre propriété (actionnaires) et management technique et financier et le recours exclusif au salariat\*.

Il existe un secteur agricole d'entreprise en Afrique subsaharienne, mal connu, mais peu développé qui concerne principalement l'agro-exportation (plantations agro-industrielles, grandes fermes mécanisées). Il pèse peu en termes d'emplois et encore moins en valeur relative : dans les pays où son implantation est la plus forte, notamment en Afrique de l'Est, les effectifs dépassent rarement les 100 000 emplois, à comparer aux millions d'exploitations agricoles familiales.

\* Bélières et al., 2013.

55 - Il n'y a pas de définition standard, mais il s'agit des villes de 50 000 à 500 000 habitants.

56 - Christiaensen & Todo, 2009 ; Christiaensen et al., 2013.

57 - Paulais, 2013.

58 - Bricas et al. 2009, Bricas, 2013.

59 - Benoit-Cattin & Dorin, 2012.



gouvernements (ils s'y sont en principe engagés depuis la déclaration de Maputo en 2003) que de l'aide internationale dont les contributions à l'agriculture ont connu un reflux considérable des années quatre-vingt jusqu'à la crise récente des prix alimentaires.

Au-delà de ces choix techniques, les gouvernements doivent et devront être prioritairement attentifs aux options de développement qui seront privilégiées : l'ampleur des défis impose de ne pas se tromper de modèle. En effet, depuis la crise des prix des produits agricoles, la pression sur les terres est exacerbée par la peur de pénuries et renforcée par les besoins nouveaux en biocarburants<sup>62</sup>. La « *course aux terres* » s'est traduite par l'arrivée de nouveaux investisseurs qui proposent des modèles d'exploitation à grande échelle. Cette nouvelle donne a rouvert un débat ancien sur les mérites comparés des différentes tailles et types d'exploitation agricole<sup>63</sup> et tend à occulter une question centrale : la nécessité d'augmenter la production, tout en créant des emplois dans l'agriculture et dans les activités amont et aval par le renforcement des chaînes de valeur et en améliorant simultanément les revenus des agriculteurs qui sont le levier de la demande rurale et de la diversification économique.

Dans cette perspective et afin d'obtenir des effets d'entraînement maximum, c'est la grande masse des agriculteurs et les exploitations familiales – qui constituent l'écrasante majorité des exploitations africaines – qui doivent être la cible prioritaire de l'action publique. Le développement agricole des autres régions du monde a montré leur performance dès lors qu'elles bénéficiaient des appuis adaptés<sup>64</sup>. Une comparaison récente entre les agricultures africaines, brésilienne et thaïlandaise – dont les succès sont incontes-

tés, malgré des contextes très différents – a révélé que les exploitations africaines pouvaient être compétitives dès lors que les obstacles récurrents en termes d'approvisionnement et de commercialisation étaient levés. Si l'image du « *géant endormi* »<sup>65</sup> correspond difficilement à la réalité de campagnes africaines en profonde mutation, l'accompagnement de ce « *géant entravé* » par les contraintes d'un environnement aujourd'hui peu porteur permettra de révéler des marges de progrès considérables.

Insister sur la priorité à apporter à l'agriculture, tout en jouant sur les dynamiques territoriales et en préparant les adaptations futures par la formation des hommes, ne reflète en rien une quelconque vision « *agrarianiste* » du développement, où tout devrait être raisonné au seul prisme de l'agriculture. Il s'agit plutôt d'une approche réaliste au regard des marges de manœuvre existantes, en particulier pour les deux prochaines décennies.

L'ampleur des défis du changement structurel en Afrique subsaharienne est incontestable. Mais l'importance du potentiel réalisable en agriculture et par l'accélération des recompositions des économies locales invite à un certain optimisme sur les évolutions à venir. Il faudra toutefois que les politiques publiques soient à la hauteur des enjeux et sortent des approches sectorielles et territoriales segmentées qui les caractérisent aujourd'hui<sup>66</sup>. Une telle rénovation passe par un réinvestissement dans des stratégies de développement fondées sur une vision partagée des défis et des réponses possibles, dont la mise en œuvre nécessite l'action coordonnée des acteurs publics et privés, individuels et collectifs<sup>67</sup>.

62 - Cotula *et al.*, 2009 ; Anseeuw & Alden, 2010. Cf. Les travaux de recensement des acquisitions foncières opérés par le groupement Landmatrix (<http://landportal.info/fr/node/10290>).

63 - Losch & Fréguin, 2013.

64 - Bélières *et al.*, 2013.

65 - World Bank, 2009.

66 - Losch et Magrin, 2013.

67 - Il s'agit de la perspective adoptée par Rural Futures, nouveau programme du Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (Nepad) qui est une agence d'exécution de l'Union Africaine (<http://www.nepad.org/crosscuttingissues/rural-futures>).

## Références bibliographiques

- Ali S., Dadush U., 2010, "Is the African Renaissance For Real?" Carnegie Endowment for International Peace, *International Economic Bulletin*, September 30, 2010.
- Amsden A., 2001, *The Rise of «The Rest»: Challenges to the West From Late-Industrializing Economies*. Oxford University Press.
- Anseeuw W., Alden C., 2010, *The struggle over land in Africa. Conflicts, politics and change*. HSRC Press.
- Arbache J., Page J., 2007, *More Growth or Fewer Collapses? A New Look at Long Run Growth in Sub-Saharan Africa*. Washington DC: World Bank, Policy Research Working Paper 4384.
- Barrett C. B. and T. Reardon, 2000, *Asset, Activity, and Income diversification Among African Agriculturalists: Some practical Issues*. Ithaca - New York: Cornell University.
- Beaujeu R., Kolie R., Sempere J-F, Uhder C., 2011. *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne : comment remettre l'emploi au cœur des politiques de développement*. Paris : AFD.
- Bélières J.-F., Bonnal P., Bosc. P.-M., Losch B., Marzin J., Sourisseau J.-M., 2013, *Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques*. Rapport d'étude, Montpellier : Cirad – AFD.
- Benoit-Cattin M., Dorin B., 2012, « Disponible alimentaire et productivité agricole en Afrique subsaharienne. Une approche dynamique comparative (1961-2003) », *Cahiers Agricultures*, 21:5, pp. 337-47.
- Bricas N., 2013, « Alimentation : l'Afrique à la conquête de son marché intérieur ». In Losch B., Magrin G., Imbernon J. (dir.), *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines*.
- Bricas N., Thirion M-C., Zoungrana B., 2009, *Bassins de production et consommation des cultures vivrières en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Paris : AFD – Cirad – CILSS – IFAD.
- Bryceson D. F., 1999, *African Rural Labour, Income Diversification and Livelihood Approaches: A long-term Development Perspective*. Leiden: Afrika-Studiecentrum.
- Chang HJ, 2002, *Kicking away the ladder. Development strategy in historical perspective*. London: Anthem Press.
- Charmes J., 2011, « Caractérisation du secteur informel en Afrique subsaharienne ». In Beaujeu R., Kolie R., Sempere J-F, Uhder C., *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne : comment remettre l'emploi au cœur des politiques de développement*.
- Christiaensen L., Todo Y., 2009, *Poverty Reduction during the Rural-Urban Transformation – The Role of the Missing Middle*. Policy Research Working Paper, WPS6445, Washington DC: World Bank.
- Christiaensen L., De Weerdt J., Todo Y., 2013, *Urbanization and Poverty Reduction. The Role of Rural Diversification and Secondary Towns*. Policy Research Working Paper, WPS6422, Washington DC: World Bank.
- Collier P., 2008, The Politics of Hunger: How Illusion and Greed Fan the Food Crisis. *Foreign Affairs*, 87(6).
- Collier P., 2009, Africa's Organic Peasantry. Beyond Romanticism. *Harvard International Review*, 32(2), 62-65.
- Cotula L, Vermeulen S, Leonard R, Keeley J., 2009, *Land Grab of Development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa*. London/Rome: IIED/FAO/IFAD.
- Davis, M. 2006. *The Planet of Slums*. New York and London: Verso.
- Denis E., Moriconi-Ebrard F., 2012, *Africapolis : étude de l'urbanisation en Afrique de l'Ouest*. Paris : AFD.
- Delgado C., Hopkins J. and V. Kelly, 1998, *Agricultural Growth Linkages in Sub-Saharan Africa*. Research Report 107. Washington DC: IFPRI.
- Devarajan S., Fengler W., 2013, "Africa's Economic Boom. Why the Pessimists and the Optimists Are Both Right". *Foreign Affairs*, May 2013.
- Diao X., Hazell P, Resnick D. and J. Thurlow, 2007, *The Role of Agriculture in Development: Implications for Sub-Saharan Africa*. Research Report 153. Washington DC: IFPRI.

- Dinh H.T., Palmade V., Chandra V., Cossar F., 2012, *Light Manufacturing in Africa: Targeted Policies to Enhance Private Investment and Create Jobs*. Africa Development Forum Series. Washington: The World Bank - Agence Française de Développement.
- Djurfeldt G., Holmén H., Jirstrom M. and R. Larsson (eds.), 2005, *The African Food Crisis: Lessons from the Asian Green Revolution*.
- Dorosh P., Thurlow J., 2012, "Can Cities or Towns Drive African Development? Economy-wide Analysis for Ethiopia and Uganda". Working Paper No. 2012/50, UNU-WIDER.
- Evans P., 1995, *Embedded Autonomy. States and Industrial Transformation*. Princeton: Princeton University Press.
- Fox M. L., Sekkel Gaal M., 2008, «Working Out of Poverty,» Africa Region, World Bank, Washington, D.C.
- Grataloup C. 2007, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*. Paris : A. Colin.
- Haggblade S., Hazell P. and T. Reardon (eds.), 2007, *Transforming the Rural Nonfarm Economy. Opportunities and Threats in the Developing World*. IFPRI, Washington, DC – The John Hopkins University Press, Baltimore.
- Headey D., Bezemer D. and P. Hazell, 2010, "Agricultural Employment Trends in Asia and Africa: Too Fast or Too Slow?" *The World Bank Research Observer*, 25(1): 57-89.
- Jedwab R., 2012, "Why Is African Urbanization Different? Evidence from Resource Exports in Ghana and Ivory Coast". Job markets Paper. Paris School of Economics: Paris.
- Johnston BF, Mellor J. "The Role of Agriculture in Economic Development", *American Economic Review* 1961; 51 (4), 566-93.
- Johnston BF, Kilby P. *Agriculture and Structural Transformation: Economic Strategies in Late-Developing Countries*. Oxford: Oxford University Press, 1975.
- Jütting J., De Laiglesia J.R., 2009, *Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries*. Paris: OECD.
- Losch B., 2012a, *Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre*. Perspectives n°19, Montpellier : Cirad.
- Losch B., 2012b, *Le défi de l'emploi, le rôle de l'agriculture et les impasses du débat international sur le développement*. Note préparatoire au colloque « Evolution du marché international du travail, impacts des exclusions paysannes », Conseil économique, social et environnemental, Paris, 16 octobre 2012. Cirad-AFD.
- Losch B., 2013, Structural change and employment in Africa. State of play and development challenges. Nepad, African Rural Development Forum (ARDF), Cotonou, May 2-4 2013. Cirad-Nepad.
- Losch B., Fréguin-Gresh S., White E., 2012, *Structural Transformation and Rural Change Revisited. Challenges for late developing countries in a globalizing world*. Africa Development Forum Series. Washington: The World Bank - Agence Française de Développement.
- Losch B., Fréguin-Gresh S., 2013, « Quelles agricultures face aux défis des transitions africaines ? Le small-scale versus large-scale en débat ». *Cahiers Agricultures*, vol. 22 :1.
- Losch B., Magrin G., 2013, « Villes et campagnes à la recherche d'un nouveau modèle : il faut déségréger les territoires et les politiques ». In Losch B., Magrin G., Imbernon J. (dir.), *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines*.
- Losch B., Magrin G., Imbernon J. (dir.), 2013, *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines*. Atlas pour le Programme Rural Futures du NEPAD, Montpellier : Cirad.
- Magrin G., 2013, *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*. Paris : Presses universitaires de la Sorbonne, coll. Territoires en mouvements.
- Magrin G., Losch B., 2013, « Des terres vacantes ? Pression sur les ressources et choix de développement ». In Losch B., Magrin G., Imbernon J. (dir.), *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines*.
- McKinsey Global Institute, 2010, *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*. McKinsey&Co.
- Myrdal G., 1968, *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*. New York: Pantheon.
- OCDE, 2013, *Peuplement, marché et sécurité alimentaire*. Paris : CSAO-OCDE.

- Paulais T., 2012, *Financing Africa's Cities. The Imperative of Local Investment*. Africa Development Forum Series. Washington: The World Bank - Agence Française de Développement.
- Radelet S., 2010, *Emerging Africa: How 17 Countries Are Leading the Way*. Washington D.C: Center for Global Development.
- Ranis G., Stewart F., 1999, "V-Goods and the Role of the Urban Informal Sector in Development." *Economic Development and Cultural Change* 47 (2): 259-288.
- Sala-i-Martin X. and M. Pinkovskiy, 2010, *African poverty is falling... much faster than you think!* Cambridge: NBER, Working Paper 15775.
- UNCTAD, 2006, *Developing Productive Capacities*. Report on the Least Developed Countries, New York and Geneva: United Nations.
- UNDP, 2013, *The Rise of the South. Human Progress in a Diverse World*. Human Development Report 2013. New York: UNDP.
- UN-Habitat (United Nations Human Settlements Programme). 2003. *The Challenge of the Slums: Global Report on Human Settlements*. Nairobi: UN-Habitat.
- UNIDO, 2008, *Breaking In and Moving UP: New Industrial Challenges for the Bottom Billion and the Middle-Income Countries*. Industrial Development Report 2009, Vienna: UNIDO.
- UNRISD, 2010, *Combating Poverty and Inequality. Structural Change, Social Policy and Politics*. Geneva: UNRISD.
- Vendryes T., 2012, *Transitions démographique et économique en République Populaire de Chine : Héritage socialiste, population et croissance*. Note préparatoire au colloque « Evolution du marché international du travail, impacts des exclusions paysannes », Conseil économique, social et environnemental, 16 octobre 2012.
- World Bank, 2007, *World Development Report 2008: Agriculture for Development*. Washington DC: World Bank.
- World Bank, 2008, *Reshaping Economic Geography*. World Development Report 2009, Washington DC: World Bank.
- World Bank, 2009, *Awakening Africa's Sleeping Giant. Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond*. Washington DC: FAO and World Bank.